

<https://www.snetap-fsu.fr/La-FSU-demande-au-Ministre-d-entendre-celles-et-ceux-qui-font-vivre-le-service-public-d-education.html>



Communiqué de presse FSU.

# La FSU demande au Ministre d'entendre celles et ceux qui font vivre le service public d'éducation.



- Les Dossiers - Vie fédérale -  
Date de mise en ligne : jeudi 4 avril 2019

---

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

---

**Le Ministre de l'Éducation nationale a décidé de recevoir toutes les organisations syndicales.**

**Reçue aujourd'hui, la FSU a tenu à redire au Ministre son désaccord profond avec le projet de loi mal nommé de l'École de la confiance actuellement en discussion au parlement.**

Elle lui a fait part de ses critiques quant à la méthode employée qui consiste à ne pas associer les organisations représentatives des personnels sur des enjeux aussi lourds que celui par exemple des établissements de savoirs fondamentaux ou encore à ne pas tenir compte de leurs alertes comme par exemple sur l'article 1 de ce texte.

La FSU a réaffirmé que ce projet de loi, si déstructurant pour le système éducatif, va à l'encontre de la nécessité de démocratiser le service public d'éducation pour répondre aux enjeux de réussite de tous les jeunes et d'élévation du niveau de qualification. C'est pourquoi la FSU en demande le retrait.

La FSU a rappelé au Ministre les propositions qu'elle a faites et ignorées jusqu'ici : amélioration de la formation initiale et continue, programmation des recrutements et pré-recrutements, amélioration des conditions de scolarisation des élèves, meilleure reconnaissance des personnels...

Par ailleurs, la FSU a alerté le Ministre sur nombre de sujets contre lesquels parents, enseignant-e-s et personnels de l'Éducation sont mobilisé-e-s : réformes du lycée, de la voie professionnelle, suppressions de postes, mouvement 1er degré, évaluations, réorganisation de certains services... Elle a dénoncé également les pressions grandissantes à l'égard des personnels mobilisés.

**Le Ministre ne semble pas prêt à renoncer à ses orientations ni à entendre ce qui s'exprime sur le projet de loi comme sur les réformes des lycées ou les conditions de scolarisation de cette prochaine rentrée notamment compte tenu des suppressions de postes.**

Le Ministre s'est dit disponible pour aménager des aspects de son projet de loi comme sur la place des directeurs d'école dans les EPSF. La FSU craint que ces modifications ne répondent pas aux attentes.

Les mobilisations, notamment celles des 19 et 30 mars, ont montré le fort mécontentement face à cette situation et les attentes des enseignant-e-s comme celles de tous les personnels de l'Éducation et de l'ensemble de la communauté éducative. Dès demain 4 avril, les personnels seront à nouveau mobilisés par des actions organisées un peu partout dans le pays.

Et la FSU appelle également les personnels de l'Éducation à se mobiliser massivement le 9 mai prochain avec toutes et tous les agent-e-s de la Fonction publique pour défendre les services publics et porter ensemble des propositions alternatives aux projets de lois destructeurs en cours.

**La FSU demande au gouvernement de prendre la mesure des enjeux que constitue aujourd'hui l'avenir des services publics pour notre pays et d'entendre enfin la voix de celles et ceux qui les font vivre par leur engagement quotidien.**

Les Lilas, le 3 avril 2019.